

CONTEMPORAINS ILLUSTRES.

SAINT-SIMON ET FOURIER.

L'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous, il est au-devant, il est dans la perfection de l'ordre social. Nos pères ne l'ont point vu, nos enfants y arriveront un jour; c'est à nous de leur en frayer le chemin.

SAINTE-SIMON.

Moi seul j'aurai confondu vingt siècles d'ambiguïté politique, et c'est à moi seul que les générations présentes et futures devront l'initiateur de leur immense bonheur... Possesseur du livre des Deutés, je viens dissiper les ténèbres politiques et morales, et sur les ruines des sciences incertaines j'élevé la théorie de l'harmonie universelle.

FOURIER

(Suite.)

« Selon moi, le but unique où doivent tendre toutes les pensées et tous les efforts, c'est l'organisation la plus favorable à l'industrie, à l'industrie entendue dans le sens le plus général et qui embrasse tous les genres de travaux utiles, la théorie comme l'application, les travaux de l'esprit comme ceux de la main; l'organisation la plus favorable à l'industrie, c'est-à-dire un gouvernement où le pouvoir politique n'ait d'action et de force que ce qui est nécessaire pour empêcher que les travaux utiles ne soient troublés, un gouvernement où tout soit ordonné pour que les travailleurs, dont la réunion forme la société véritable, puissent échanger entre eux directement et avec une entière liberté les produits de leurs travaux divers, un gouvernement tel enfin que la société, qui seule peut savoir ce qui lui convient, ce qu'elle veut, ce qu'elle préfère, soit aussi l'unique juge du mérite et de l'habileté des travaux, et conséquemment que le producteur n'ait à attendre que du consommateur seul le salaire de son travail, la récompense de son service, quel que soit le nom qu'il lui plaise de choisir. »

Comparez ces idées très-judicieuses sur l'avenir avec la dicature des deux ou trois pontifes chargés de distribuer à chacun selon sa capacité et à chaque capacité selon ses œuvres, et vous conviendrez que Saint-Simon a été singulièrement perfectionné par ses disciples. — Si le progrès de la civilisation n'avait en effet d'autre résultat que d'augmenter les attributions du pouvoir, quel que soit son nom, de faire intervenir la volonté souveraine d'un ou plusieurs individus dans tous les actes de la vie de quarante millions d'hommes, même en réservant à ces quarante millions d'hommes la magnifique droit de choisir et de changer leurs maîtres, autant vaudrait rentrer dans la sauvagerie. — Saint-Simon, c'est une justice à lui rendre, n'eût jamais aucun goût pour ces tristes doctrines de pouvoir fait que nous ont léguées la République et l'Empire. — Il ne veut pas qu'on se trompe sur ses penchants, car il ajoute :

« Les gouvernements ne conduiront plus les hommes; leurs fonctions se borneront à empêcher que les travaux utiles ne soient troublés. Ils n'auront plus à leur disposition que peu de pouvoir et peu d'argent; car peu de pouvoir et peu d'argent suffisent pour atteindre ce but. Les fonds nécessaires pour les travaux d'une utilité plus ou moins étendue seront fournis par des souscriptions volontaires, et les souscripteurs surveilleront eux-mêmes la manière dont leurs fonds seront employés et administrés. »

La prophétie de Saint-Simon ne semble pas près de se réaliser. Espérons cependant que des budgets de quinze cents millions absorbés par des multitudes de gendarmes et de soldats, par des armées de fonctionnaires gagnant leur vie à gémir sur des paperasses qui embrouillent et éternisent l'affaire la plus simple, ne seront pas toujours indispensables au gouvernement des sociétés.

Suivant Saint-Simon, tous les peuples de la terre tendent vers un même but, l'abolition du régime féodal et militaire et l'établissement du régime industriel. Mais comment établir ce régime, et quelle sera sa nature? Saint-Simon consacrera à l'examen de cette double question plusieurs ouvrages indépendamment de celui que j'ai cité plus haut. Il écrit successivement, en 1819, un recueil intitulé *Le Politique*, avec la collaboration de différents écrivains; en 1819 et 20, un autre recueil intitulé *l'Organisation*; en 1821, un autre ouvrage intitulé *Système industriel*, en 1822 et 1823 en collaboration avec M. Auguste Comte, le *Catéchisme des industriels*.

Les solutions éparpillées dans ces différents ouvrages laissent beaucoup à désirer. C'est en général au pouvoir lui-même que Saint-Simon s'adresse pour obtenir la réalisation de ses vœux. Chacune de ses élocutions se termine d'ordinaire par un, deux ou trois placets au roi, à l'effet d'exhorter Sa Majesté à se séparer des militaires, des légistes, des rentiers et des propriétaires oisifs, pour faire alliance avec les industriels, et constituer avec leur appui une monarchie industrielle. « Rien ne peut, dit-il, s'opposer à l'établissement de la monarchie industrielle, si d'une part les industriels français et de l'autre la maison de Bourbon veulent constituer cette forme de gouvernement. » Pour cela, suivant Saint-Simon, il suffirait d'une simple ordonnance royale chargeant les industriels les plus importants du soin de faire le budget.

« Nous sommes convaincu, dit-il, que cette mesure, plaçant dans les mains des véritables faiseurs de prospérité nationale la haute direction de la fortune publique, amènerait le sort de la nation française, et ferait cesser le régime du partage et de l'avocasserie sous lequel nous vivons aujourd'hui, régime bâtarde qui a succédé au régime militaire, régime ruineux, puisqu'il a déjà élevé le budget à la somme énorme d'un milliard. »

Saint-Simon écrivait cela en 1824. Depuis cette époque le budget est fait de moitié par les industriels et les avocats, et il dépasse de 1,500

millions. Du reste, la pierre angulaire du système industriel paraît être une certaine organisation du crédit public établissant la prépondérance universelle des banquiers au profit des classes laborieuses. Ennemis prononcés des militaires et des légistes, Saint-Simon est ici l'homme des banquiers; c'est à eux qu'il appartient suivant lui, de donner l'impulsion et de commencer la grande œuvre industrielle. Le beau rôle qu'il leur adjugeait lui attirera de leur part quelques souscriptions; mais bientôt ils le trouveront trop compromettant; ils lui retireront tout appui, et le désavoueront dans les journaux de la manière la plus grossière en déclarant qu'en souscrivant à ses ouvrages ils avaient entendu faire acte d'amour et non de sympathie. Saint-Simon n'en persista pas moins longtemps à voir dans les banquiers les sauveurs de la société et les patrons naturels du pauvre, estimant que cette classe d'hommes, qui tire d'énormes intérêts d'un argent qui ne lui appartient pas, est infiniment préférable à la classe des propriétaires qui tirent 2 1/2 pour 100 de leur propriété.

Mais en mettant de côté cette prédilection de Saint-Simon pour les banquiers, il n'est pas moins vrai que ce qu'il a écrit peut-être de plus remarquable est un petit traité publié en 1818 sous le titre de *Vues sur la propriété et la législation*. Saint-Simon ne veut point, comme ses disciples, abolir le droit de propriété; il veut le régler de la manière suivante: la plus utile à la société, la plus propre à stimuler la production. Son traité a pour but de constituer industriellement la propriété territoriale. Le moyen qu'il propose est celui-ci :

« Obtenir une loi qui mette les industriels-agriculteurs (métayers ou fermiers) à l'égard de leurs bailleurs de fonds (ou propriétaires) dans la même position que les industriels-fabricants et commerçants envers les personnes dont ils sont leurs captifs. »

A l'appui de cette idée qui ferait des propriétaires non cultivateurs autant de commanditaires, idée qu'il suffit d'énoncer pour en faire entrevoir les conséquences (1), Saint-Simon émet une foule de vues ingénieuses. Ces vues me paraissent contenir en substance la plupart des choses qui se disent aujourd'hui sur les moyens d'accroître la production agricole, sur la mobilisation des propriétés foncières sur une réorganisation du régime hypothécaire, sur l'établissement des banques territoriales, etc., etc. Elles sont suivies d'une esquisse pleine de faits et d'idées sur la marche parallèle et les rapports historiques de la propriété, de la législation et de l'industrie. C'est là surtout qu'éclate l'aversive de Saint-Simon pour les légistes, la classe, suivant lui, la plus nuisible, la plus à charge à la société et la plus improductive. Les tribunaux de commerce, création de l'esprit industriel, lui paraissent appelés à hériter de la plus grande partie des attributions des tribunaux civils sortis du régime féodal.

J'ai dit que Saint-Simon se tenait toujours en dehors de toute portée révolutionnaire; il est cependant une fois maître à partir avec les tribunaux. Pour mieux faire comprendre l'importance de l'industrie, il avait en l'idée de publier, en 1819, sous le titre de *Parabole*, une brochure où il posait les deux hypothèses suivantes :

« Nous supposons, disait-il, que la France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers mathématiciens, etc., etc. »

Il continuait ainsi deux pages durant, énumérant toutes les professions utiles, depuis celle de chimiste jusqu'à celle de maçon, ce qui lui donnait en total les trois mille premiers savants, artistes et artisans de France qu'il supposait enlevés en une nuit. Il établissait ensuite qu'en perdant tous ces hommes à la fois, la société deviendrait à l'instant comme un corps sans âme, et qu'il lui faudrait au moins une génération pour réparer ce malheur. Après quoi, passant à la contre-partie de son hypothèse :

« Admettons, disait-il, que la France conserve tous les hommes de génie qu'elle possède dans les sciences, dans les beaux arts, dans les arts et métiers, mais qu'elle ait le malheur de perdre le même jour Monsieur frère du roi, Mgr le duc d'Angoulême, etc., etc., qu'elle perde en même temps tous les grands officiers de la couronne, tous les ministres, etc. »

Et Saint-Simon continuait en énumérant tous les principaux fonctionnaires publics; il y ajoutait même, par surcroît de liberté, les dix mille propriétaires les plus riches parmi ceux qui vivent noblement.

Cet accident, disait-il, affligerait certainement les Français, parce qu'ils ne sauraient vivre avec indifférence la disparition subite d'un aussi grand nombre de leurs compatriotes; mais cette perte de trente mille individus réputés les plus importants de l'Etat ne leur causerait de chagrins que sous un rapport purement sentimental; car il n'en résulterait aucun mal politique pour l'Etat, d'abord par la raison qu'il serait très facile de remplir les places vacantes. Il existe un grand nombre de Français en état d'exercer les fonctions de frère du roi aussi bien que Monsieur; beaucoup sont capables d'occuper les places de princes tout aussi convenablement que Mgr le duc d'Angoulême, que Mgr le duc d'Orléans, etc. Les antichambriers du château sont pleins de courtisans prêts à occuper les places de grands officiers de la couronne. Que de commis valent nos ministres d'Etat! etc., etc. Quand aux dix mille propriétaires vivant noblement, leurs héritiers n'auraient besoin d'aucun apprentissage pour faire les honneurs de leur salon aussi bien qu'eux, etc.

(1) Ceci est exactement l'idée de la « propriété actionnaire. » On voit que Saint-Simon a eu cette idée aussi bien que Fourier.

A continuer.

Feuilleton de la Revue Canadienne.

LES PROFITS DU DESEPOIR.

II.

Le lendemain, Anatole se réveilla de grand matin. Sa nuit avait été pleine de songes dorés, et en ouvrant les yeux il lui sembla qu'il renaisait à une existence nouvelle. L'amour vrai a le pouvoir de tout détruire et de tout refaire autour de lui; il jette un manteau sur le passé; il effaçait, il efface et il absout: l'homme qu'il tient sous son aile subit aisément les plus étranges métamorphoses, et il est rare qu'il n'opère pas, sinon une transformation complète, du moins quelques petits changements qui sont les marques de son passage et de son autorité. Ce tribut, Anatole l'avait déjà payé en perdant une bonne partie de son insouciance et de son orgueil. Cependant sa première pensée en se réveillant fut toute d'espérance et de joie. Il se leva gaiement et courut à la fenêtre, qu'il ouvrit. Le ciel était sombre et froid, le vent soufflait avec violence et la pluie tombait à grands flots.

La bonne humeur d'Anatole se ressentit de cet aspect; il pensa que ce mauvais temps, si désagréable pour une journée de course et de recherches, l'empêcherait peut-être de revoir Caroline, et il tomba dans un abattement profond; mais son naturel content et hardi, ébranlé déjà et affaibli, n'était pourtant pas entièrement vaincu, et au bout de quelques minutes pleines de soupirs, d'amertume et d'impatience, l'amoureux jeune homme reprit un peu de courage en disant: — Cette pluie ne durera pas. Le printemps ne manque ni de caprices ni de ressources; à midi le soleil brillera et à trois heures on s'étoffera aux Tuileries. »

Dans cet espoir, Anatole se mit à sa toilette, ou il demeura longtemps; il refit cinq ou six fois sa coiffure; il essaya une douzaine de cravates et de gilets; rien ne lui allant assez bien; l'amour et le désir de plaire l'avaient rendu difficile. — Quand il fut prêt, et au moment où il se disposait à sortir, un factieux se présenta. Il y aura toujours de ces bons amis qui viennent vous déranger quand vous voulez être seul, et des créanciers que la Providence mettra sur votre chemin pour vous barrer le passage quand vous serez pressé. Anatole n'avait pas de créanciers, mais il avait des amis en assez grand nombre. Le visiteur matinal s'établit dans un fauteuil et entama une dissertation philosophique sur le malheur des temps, la rareté du numéraire, les difficultés du crédit, le prix élevé des plaisirs, les exigences du beau sexe et vingt autres questions à l'ordre du jour chez les jeunes gens, et appartenant toutes à l'intéressant chapitre des finances. Anatole l'interrompit par ces mots qui allaient droit au but :

— Tu viens m'emprunter de l'argent ?

— Puisqu'il faut le prouver.

— Que ne le disais-tu tout de suite !

Il ouvrit son secrétaire, et quelques louis le débarrassèrent de Pupourtin. — Mais la porte était à peine fermée sur l'emprunteur qu'elle se rouvrit à la sollicitation d'un coup de sonnette légèrement donné. Une dame d'un âge respectable entra gravement, s'annonça sous le nom de la baronne de *** et demanda la faveur d'une audience. Il fallut s'asseoir pour écouter poliment un long récit, un roman qui commençait au Directoire, traversait les guerres de l'Empire, passait la Bérésina, tombait à Waterloo, se relevait sous la restauration, brillait un instant encore et succombait plus tard sous les atteintes d'une misère honorable. Un vaste portefeuille, rempli de lettres authentiques et jammes par le temps, renfermait non pas le manuscrit complet de cet histoire, mais des documents irrécusables, parmi lesquels il en était plusieurs qui émanaient de personnages illustres. Anatole paya quinze francs le roman de la baronne; — c'est le prix ordinaire de deux volumes in-8o.

L'espèce des factieux est innombrable, et varie à l'infini. Après la sollicitation, ce fut le tour d'un petit jeune homme armé d'un énorme rouleau de papier.

— Que dire monsieur ?

— M. Brémont doit se souvenir de moi. Emile Roland... Mme Darcy a bien voulu me recommander à vous, et vous avez eu l'obligeance de m'autoriser à venir vous lire mon drame — *La Coupe et le Poignard*, drame en cinq actes. La scène se passe à Châlons-sur-Saône.

Le jeune auteur déroulait son manuscrit, tout en lisant les préliminaires de sa lecture.

Il faut vous dire qu'Anatole, entre autres erreurs de jeunesse, avait essayé son bonheur au théâtre; il avait fait représenter sous le voile transparent de l'anonyme, et avec l'aide d'un collaborateur éprouvé, trois vaudevilles couronnés d'un brillant succès. Mais au théâtre comme ailleurs, on ne réussit pas impunément; Anatole devant tôt ou tard en faire l'expérience et recevoir le contre-coup de ses bonnes fortunes dramatiques. M. Emile Roland lui apportait en ces tribulations qui épargnent peu d'autres applaudissements; il venait lui confier cinq actes, qu'il plaçait sous son patronage, en l'admettant généralement aux honneurs et aux profits de sa collaboration. Le manuscrit était déroulé et formidablement ouvert; M. Emile Roland continua son préambule: — Le théâtre représente un pavillon élégamment meublé...

Anatole l'interrompit assez brusquement.

— Je suis de ce, dit-il, de ne pouvoir vous donner les deux ou trois heures d'attention que réclame votre œuvre; mais je suis obligé de partir, et j'espère que vous voudrez bien remettre à un autre jour le plaisir que me promet la *Coupe et le Poignard*.

Tandis que l'auteur repliait son manuscrit et sortait en se réservant de revenir le lendemain, on remit une lettre à Anatole. En lisant l'adresse, il reconnut l'écriture de son banquier. La lettre contenait ce peu de mots :

« Mon cher Anatole, « Ne manquez pas de venir aujourd'hui; j'ai à vous faire une importante communication. »

« Votre affectionné, « DUBREUIL. »

— C'est aujourd'hui le premier du mois et je n'y manquerai pas, dit Anatole, qui, lorsque l'état de ses finances n'était pas pressant, restait quelquefois huit ou dix jours sans aller toucher sa pension. Du reste, la communication que lui annonçait M. Dubreuil ne l'inquiéta guère; il avait bien autre chose en tête ! — Je suis libre enfin ! pensa-t-il en sortant de chez lui ; et il se hâta de descendre l'escalier ; mais, comme il posait le pied sur la dernière marche, il entendit une voix amie s'écrier :

— Eh bien ! il était temps. Deux jeunes gens descendaient d'un fiacre, et Anatole reconnut deux de ses amis, Léopold Vernères et Charles Bluton.

— Si nous étions arrivés cinq minutes plus tard, cependant ! dit Léopold.

— Vous ne m'auriez pas trouvé, mais c'est à peu près la même chose, car un affaire très importante...

— Il n'y a pas d'affaire qui tienne, reprit gravement Charles Bluton; nous venons te prier de remplir un des devoirs les plus sacrés de l'amitié.

— Vous venez me demander à déjeuner ?

— Ne plaisante pas, dit Léopold, il s'agit d'une chose sérieuse; je vais me battre en duel ce matin, et je vous ai choisis pour témoins toi et Charles. Me refuseras-tu ton assistance ?

Anatole avait autrefois réclamé et reçu de Léopold le service que celui-ci venait lui demander maintenant; refuser était impossible, et toute sa présence d'esprit ne pouvait lui fournir un prétexte convenable et suffisant pour décliner la confiance de son ami dans une situation si grave et si dramatique. Il fallut donc se résigner à ce pénible emploi de témoin qui allait lui prendre un temps bien précieux. Voilà pourtant les exigences du monde ! Vous avez à faire une démarche qui intéresse le bonheur de votre vie entière; l'heure vous presse, vous partez... mais non, vous n'avez pas vu vous pressiez; vous irez au coin d'un bois mesurer des épées, charger des pistolets et voir un ami tomber sur l'herbe avec du fer dans la poitrine ou du plomb dans la tête. — Et à ce propos, les gens bien informés vous diront qu'il n'y a pas de société possible si l'on ne s'aide un peu mutuellement.

Cette opiniâtreté d'un hasard malencontreux, ces visites nombreuses et inattendues, ces embarras sentés sur sa route, frappèrent d'une impression pénible l'esprit superstitieux d'Anatole. Jusque-là, il n'avait jamais eu la peine d'appréhender une difficulté, de vaincre un obstacle. Mon étoile paillard-elle ? se demanda-t-il comme la veille; et en s'adressant cette question, il reconstruisit avec terreur, gâté par la fortune, il serait sans force contre les chicanes et les mauvais tours d'un destin contraire.

Léopold lui raconta les motifs de son duel: c'était une de ces frivolités que l'on se fait de jeunesse, pour lesquelles on prodigue si légèrement sa vie quand la vie est belle et facile. En toute autre circonstance, Anatole aurait parfaitement compris l'amitié de son ami et l'ardeur qui le poussait au combat; mais ce jour-là ses idées étaient entièrement changées, et la raison lui était venue avec passion. Accompagné de Charles Bluton, il se rendit auprès des témoins désignés par l'adversaire de Léopold, et là il entra sagement dans l'esprit de son rôle, qui était de tenter d'abord les voies de conciliation; il représenta que de part et d'autre l'offense était légère, et qu'd'ailleurs les mauvais temps ne permettaient guère d'aller à la campagne, même pour se battre; des amis dévoués ne devaient pas laisser deux braves jeunes gens jouer leur vie sur quelques vaines paroles dites par la colère; la pluie et le vent, autant que la raison, s'opposaient à ce duel; comment se battre, les pieds dans la boue et sous le déluge que versait le ciel, au risque non seulement d'être tué, mais encore de gagner une fluxion de poitrine ? Pour une insulte mortelle on aurait bravé la tempête, mais heureusement l'affaire était de celles qui peuvent s'arranger.

Anatole brocha fort éloquentement ce texte posé par la prudence et le bon sens; il eut le talent de réussir; chacun se rangea de son avis, et une franche réconciliation termina la querelle. Selon l'usage, on décida que la paix serait cimentée à table et arrosée de vin de Champagne; mais Anatole pensa que ses devoirs d'ami et de témoin s'arrêtaient là où la fourchette prenait la place de l'épée, et il se déroba à cette fête qu'il avait si bien préparée. — Maître de son temps et de ses actions, il courut chez M. Fugassin, qui était sorti et ne devait rentrer que dans deux ou trois heures. Encore une contrariété ! Pour donner le change à son impatience Anatole se dirigea vers la demeure de M. Dubreuil.

M. Dubreuil, ancien banquier sorti des affaires avec une fortune médiocre, était un vieillard de mœurs douces et anacréon et d'un caractère plein d'aménité et de bienveillance. En voyant entrer Anatole, une expression de tristesse vint assombrir son visage :

— Mon ami, lui dit-il avec une émotion mal contenue, j'ai à vous apprendre une nouvelle qui va rudement éprouver votre âme. Préparez donc tout votre courage.

— Comment ? N'auriez-vous pas d'argent à me donner ?

— Votre argent est là; prenez-le; il y a dix mille francs.

EUGÈNE GUINOT.

A continuer.

LA FRANCE ET L'EUROPE.

Le journal la Presse qui vient de paraître à Paris après avoir été supprimé au mois de Juin par le Général Cavaignac, contient dans une de ses dernières feuilles un article très remarquable sur la tendance des idées en Europe et la mission de la France à cette époque. Nous reproduisons cet article en le recommandant à l'attention des hommes politiques. Ils admireront comme nous la haute raison, les vues larges et profondes, le bon sens pratique de l'écrivain que l'on sait être M. Emile de Girardin.

D'où vient donc que la France, sous les régimes monarchique ou républicain, régime du National ou régime du Journal des Débats, comme sous tous les ministères, paraisse fatalement condamnée à ne pouvoir sortir de cette triste alternative tracée par ces deux mots célèbres, *faiblesse ou folie*, alternative contre laquelle son génie justement la noblesse de son orgueil, la mémoire de son passé, le présentiment de son avenir ?

Qu'il s'agisse de la Pologne ou de l'Italie, de l'Égypte ou de l'Espagne, la France est suspendue entre ces deux extrêmes : *faiblesse*, si elle recule; *folie*, si elle avance.

L'heure de la décadence, cette heure, à laquelle n'ont pu se soustraire les plus grands empires, l'Empire romain lui-même, aurait-elle donc sonné pour la France ? La France ne serait-elle plus la grande, la puissante nation qu'elle fut ? Son épée ne peserait-elle plus le même poids dans les balances du monde ? Sa parole serait-elle discréditée en se produisant auprès des rois par de vaines protestations, auprès des peuples par des engagements téméraires, par l'innanité des protocoles, par la banalité des sympathies ? L'équilibre européen, enfin, serait-il déplacé ?

Telles sont les questions que s'adresse le publiciste qui, sans remonter plus haut qu'1830, jette un regard attristé sur le passé, et voit la France, en 1830 comme en 1830, impuissante à secourir les États électués qui se sont révolutionnés à son exemple, impuissante à protéger des nationalités qu'avaient garanties les mêmes traités qui continuent à nous lier, impuissante, enfin, à faire prévaloir dans les conseils des souverains aucune grande et salutaire prévision ?

Ce qui était impossible sans témérité à la navigation à vapeur, — la traversée d'un détroit sous le feu des batteries, — a cessé d'être à la navigation à vapeur. Ainsi, le détroit de Gibraltar n'est plus entre les mains de l'Angleterre que la clé d'une serrure ouverte.

Eh bien ! pourquoi ne demandons-nous pas aux inspirations fécondes d'une politique nouvelle, ce que nous avons demandé aux ressources épuisées de la politique ancienne ?

Ce qui prouve que la politique de l'épée a fait son temps, c'est l'impuissance même de la France.

Elle a une armée qui lui coûte 360 millions par an, qui depuis 1831 seulement lui a coûté six milliards sept cent cinquante millions, et cette armée qui devrait lui donner de la force, lui en ôte.

Elle a une marine militaire qui lui coûte 140 millions, et cette marine attire plutôt le danger qu'elle ne l'écarte.

Elle a une diplomatie qui lui coûte annuellement plus de 8 millions, et cette diplomatie, qui devrait lui ouvrir une issue, ne la conduit qu'à une impasse. Avant Voltaire on eût dit : *cul-de-sac*. Qui, et nous devons nous en féliciter, la politique de l'épée a fait son temps. La guerre à coups de canon, entre peuples ennemis, pour être plus meurtrière qu'entre partis ennemis, n'en est pas moins barbare; et le sang qui coule pour reculer des frontières aussi bien que pour converser des bureaux est du sang humain. La guerre s'en va !

Regardez : l'Empereur de Russie, beau-frère du roi des Pays-Bas, l'année 1831, la Belgique se séparait de la Hollande sans s'émouvoir dans ce royaume de la carte d'Europe, telle que l'avaient faite les traités de 1815. A son tour, la France laisse disparaître le royaume de Pologne, et la seule assistance qu'elle lui prête ne borne à voter annuellement un amendement dérisoire conçu en ces termes : « La nationalité polonaise ne périra pas. » Don Miguel et don Carlos sont devenus des rois de Portugal et d'Espagne, sans que les États absolutistes interviennent autrement que par des vœux stériles. Le traité du 15 juillet 1830 est ratifié par le traité du 13 juillet 1841. L'incorporation de la république de Cracovie à l'Autriche, incorporation qui soulevait les plus graves questions de droit, ne donne lieu, de la part de l'Angleterre et de la France, qu'à un échange de protocoles aussi peu sérieux dans la forme que dans le fond.

Un petit État, la Suisse, accomplit bravement sa révolution intérieure sans tenir aucun compte des traités que lui opposent les grandes puissances. La République est proclamée en France; elle est sur le point d'être proclamée en Belgique, en Prusse, en Autriche; la seule déclaration qu'elle dicte aux événements à la Russie, est une déclaration éminemment pacifique. Le prince de Metternich est contraint de se réfugier à Londres où M. Guizot l'a précédé; ces deux hommes d'État ne s'étaient jamais vus. Une diète officieuse, dont les membres se sont réunis ou ne sont comment, prend à Francfort la place de la diète officielle et délibère sans que la confédération germanique songe même à lui demander un veto du quels pouvoirs elle siège. L'Autriche alliée de l'Angleterre, ne se borne pas à rester, au moins en apparence, indifférente à l'expulsion des Autrichiens du royaume Lombardo-Vénitien, sur lequel ils régnaient; lorsqu'elle sort de sa neutralité passive, c'est pour imposer à l'Autriche sa médiation amicale d'accord avec la France.

Que prouvent tous ces faits désordonnés, toutes ces infractions à des traités qui tombent en larmes, que chacun déchire, que nul ne défend ? Evidemment ils prouvent que la vieille politique expire, qu'une politique nouvelle est sur le point de naître.

La France, au lieu de laminer des rails, foud des canons; la France, au lieu d'étendre son orbite par d'utiles institutions, pérorant sur des dépenses inouïes; la France, au lieu d'anéantir la Méditerranée à l'Océan par un chemin de fer, creuser autour de Paris un fossé où cent-cinquante millions sont engloutis; la France, au lieu de marcher à la tête des gouvernements, se traînant à leur suite; la France, au lieu de voir le pèril qui est devant elle et qui la menace, regarde le pèril qui est derrière et qui ne la menace plus; troublée par la crainte du danger chimérique d'une guerre européenne, elle tombe dans l'immonde gouffre d'une révolution populaire.

Du moins l'expérience de 1831 va-t-elle jauger ? Non. Mépris aveuglement. Mêmes fortunes, Mêmes inpuissances. Mêmes dépenses sans objet. Mêmes négociations sans succès. Mêmes langage sans effet. Mêmes allées sans avenir.

Si la France, après le 25 février, au lieu de met-